

**Étude de l'impact économique des Corporations de développement communautaire**

Rapport final

présenté à

Ophélie Couspeyre, TNCDC

par

Cristina Ruscio, économiste

Julien Mc Donald-Guimond, économiste

Sous la direction de

Pierre Emmanuel Paradis, président et économiste

26 novembre 2021

## Table des matières

Introduction.....	3
1. Enquête auprès des Corporations de développement communautaire .....	3
1.1. Démarche.....	3
1.2. Statistiques sommaires .....	4
2. Évolution du financement des CDC .....	8
3. Analyse de l'impact économique .....	9
3.1. Calcul des retombées économiques .....	9
3.2. Analyse statistique .....	11
4. Limites et autres considérations.....	13
5. Conclusion.....	14
Bibliographie.....	14
Annexe 1 – Questionnaire d'enquête.....	15
Annexe 2 – Courriel de transmission.....	18

## **Introduction**

La Table nationale des Corporations de développement communautaire (« TNCDC ») est un réseau national de plus d'une soixantaine de Corporation de développement communautaire (« CDC »). Les CDC assurent la participation active du mouvement communautaire au développement socioéconomique de leur milieu en offrant des services directs aux organismes communautaires de leur territoire, en plus de développer des projets structurants à vocation sociale en partenariat avec ces organismes, les citoyennes et citoyens, ainsi que l'ensemble des parties prenantes du milieu.

Lors des dernières consultations pré-budgétaires, la TNCDC a effectué des représentations auprès du gouvernement en vue d'obtenir un financement nettement accru dans le cadre d'un Plan d'action gouvernemental en action communautaire (hausse de près de 8 M \$). Malheureusement, le dernier budget n'a pas répondu aux attentes du milieu et il semble que le manque d'indicateurs quantitatifs et économiques probants soit une cause importante de ce non-investissement.

Dans ce contexte, la TNCDC a mandaté AppEco pour évaluer la contribution économique nette de ses 67 corporations de développement communautaire (« CDC ») pour la société québécoise. Pour ce faire, l'étude comprend (1) la réalisation d'une enquête économique en vue d'établir un portrait statistique des principales caractéristiques des CDC ; (2) l'évaluation de la contribution économique présente des organismes et du financement accordé ; et (3) une projection de la contribution économique additionnelle des CDC sous l'hypothèse d'un financement accru.

La section 1 recense la démarche et le portrait statistique découlant de l'enquête auprès des CDC. Sur la base de ce portrait, la deuxième section dresse l'évolution du financement des CDC. La section 3 présente la méthodologie et les résultats de l'impact économique des CDC, incluant le calcul des retombées économiques et l'analyse statistique. Finalement, les sections 4 et 5 décrivent les limites et les conclusions de l'étude respectivement.

## **1. Enquête auprès des Corporations de développement communautaire**

### **1.1. Démarche**

De concert avec la TNCDC, AppEco a développé un questionnaire sur le profil général et la situation financière de ses membres, ainsi qu'un courriel de transmission. AppEco a également élaboré l'interface dédiée à l'enquête sur la plateforme Alchemer<sup>1</sup> où les questionnaires ont été remplis directement par les répondants. L'ensemble de ces outils d'enquête se retrouve aux annexes 1 et 2 du présent rapport.

---

<sup>1</sup> Site Internet : <https://www.alchemer.com/>

Le questionnaire a été transmis par AppEco à 65 CDC sur un total de 67, car deux d'entre-elles ont été créées dernièrement. Sur les 65 CDC, 43 (= 66,2 %) ont fourni des réponses complètes au questionnaire.

Pour chaque CDC répondante, les indicateurs suivants portant sur les quatre dernières années du Recensement de Statistique Canada (2001, 2006, 2011 et 2016), ainsi que sur les années plus récentes (2017 à 2020) ont été recueillis :

- Année d'incorporation initiale de la CDC
- Année d'accréditation à titre de CDC
- Territoire desservi, municipalité régionale de comté (MRC) ou municipalité
- Champs d'intervention des mandats locaux, maximum de 5 choisis parmi la liste suivante :
  - Aînés-es
  - Alimentation
  - Dépendances
  - Emploi et chômage
  - Éducation et formation
  - Environnement
  - Immigration
  - Intégration sociale
  - Itinérance
  - Jeunesse
  - Logement abordable
  - Pauvreté
  - Santé mentale
  - Santé physique
  - Transport
  - Violence
  - Tous, sans priorité
  - Autres (spécifiez)
- Nombre d'employés, en équivalent temps complet (ETC)
- Nombre d'organismes membres
- Revenus totaux

Les indicateurs recueillis ont permis d'établir un portrait descriptif des CDC pour chacune des années étudiées. Une évolution historique des principales caractéristiques des CDC a également pu être réalisée à partir des données de 35 établissements ayant fourni des réponses complètes de 2016 à 2020.

## 1.2. Statistiques sommaires

Le Tableau 1 présente le nombre de CDC qui ont participé à l'enquête, ainsi que leur nombre d'années d'existence. Au moment de l'enquête, les CDC comptaient 24 ans

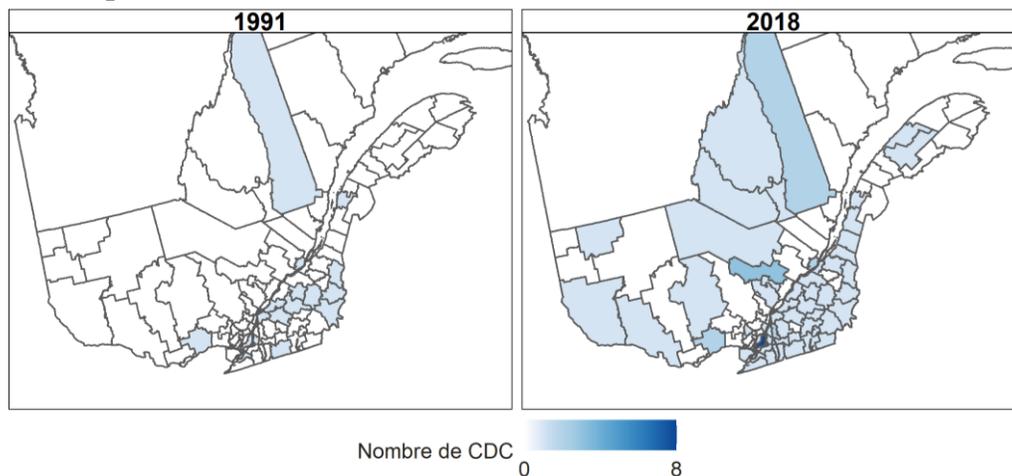
d'existence en moyenne (min. = 5 ans ; max. = 46 ans). De plus, l'année d'incorporation initiale moyenne s'établit en 1997 tandis que l'année d'accréditation moyenne à titre de CDC était en 2004.

**Tableau 1. Nombre de CDC et d'années d'existence**

<b>Nombre de répondants</b>	
Total	43,0
% des CDC existantes	66,2%
<b>Nombre d'années d'existence</b>	
Moyenne	24
Min.	5
Max.	46
<b>Année d'incorporation initiale de l'organisme</b>	
Moyenne	1997
Min.	1975
Max.	2016
<b>Année d'accréditation à titre de CDC</b>	
Moyenne	2004
Min.	1989
Max.	2018

La Figure 1 illustre l'évolution du nombre de CDC à travers les municipalités régionales de comté (MRC) du Québec.

**Figure 1. Déploiement des CDC entre 1991 et 2018**



Depuis 1991, le nombre de CDC a augmenté dans l'ensemble de la province, notamment dans les MRC de l'ouest de la province. Cette hausse se reflète également dans les données de l'enquête, où le nombre de CDC a cru de 25,6 % de 2001 à 2016.

Le Tableau 2 présente les différents champs d'intervention des mandats locaux dans lesquels les CDC s'impliquent et font le pont avec les organismes communautaires locaux.

**Tableau 2. Nombre de CDC par champ d'intervention des mandats locaux**

	n	%
Champs d'intervention		
Aînés-es	8	6,1%
Alimentation	16	12,1%
Concertation et développement social	12	9,1%
Dépendances	0	0,0%
Emploi et chômage	3	2,3%
Éducation et formation	4	3,0%
Environnement	3	2,3%
Immigration	7	5,3%
Intégration sociale	10	7,6%
Itinérance	3	2,3%
Jeunesse	4	3,0%
Logement abordable	9	6,8%
Pauvreté	22	16,7%
Santé mentale	3	2,3%
Santé physique	0	0,0%
Transport	8	6,1%
Violence	0	0,0%
Tous, sans priorité	20	15,2%

La majorité des mandats locaux des CDC se concentrent sur la lutte contre la pauvreté (=16,7 %), l'alimentation (=12,7 %), ainsi que la concertation et le développement social (=9,1 %). Environ 15 % des CDC ont rapporté que les mandats locaux englobaient tous les champs d'intervention, sans priorité particulière.

Le portrait statistique global des CDC recensées, incluant le nombre d'organismes membres, le nombre d'employé(e)s en équivalent temps complet (ETC) et les revenus totaux, se trouve au Tableau 3. Ce tableau compile les réponses valides de toutes les CDC répondantes d'une année donnée. Comme les années récentes comptent davantage de CDC, les totaux d'une année donnée, par exemple 2018, ne sont pas comparables avec celles des autres années, par exemple 2001 ou 2006.

**Tableau 3. Portrait statistique des CDC, 2001 à 2020**

	2001	2006	2011	2016	2017	2018	2019	2020
Organismes membres, n								
Total	494	757	1 189	1 553	1 539	1 543	1 638	1 742
Moyenne par CDC	38	38	37	40	41	40	40	41
Médiane	26	31	31	33	33	30	34	35
Employés ETC, n								
Total	26	46	79	94	90	97	103	116
Moyenne par CDC	1,9	2,1	2,6	2,5	2,5	2,6	2,6	2,8
Médiane	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	1,8	2,0	2,0
Revenus, \$								
Total	1 879 190 \$	2 378 513 \$	4 414 450 \$	6 796 299 \$	5 925 958 \$	6 278 206 \$	6 798 952 \$	8 012 551 \$
Moyenne par CDC	170 835 \$	118 926 \$	147 148 \$	178 850 \$	160 161 \$	156 955 \$	169 974 \$	195 428 \$
Médiane	110 600 \$	101 965 \$	97 931 \$	126 234 \$	124 529 \$	121 652 \$	136 023 \$	148 238 \$

Le nombre d'organismes membres des CDC répondantes en 2020 s'établissait à 1 742, et la moyenne s'élevait à 41 organismes par CDC (médiane = 35). Cela représente une valeur similaire à celles observées lors des années précédentes. Pendant la même année, les CDC comptaient 116 employés en équivalent temps complet, soit une moyenne de 2,8 (médiane = 2,0) par CDC, et des revenus totalisant 195 428 \$ par CDC en moyenne (médiane = 148 238 \$).

Le Tableau 4 compile les réponses valides des 35 CDC ayant fourni des réponses complètes (et donc comparables) pour les années 2016 à 2020. Ces résultats renseignent sur l'évolution des caractéristiques des organismes, en nombre plus restreint, mais représentant tout de même 81,4 % des CDC répondantes et existantes depuis 2016. Les revenus sont présentés en dollars constants de 2002, donc excluant l'effet de l'inflation d'une année à l'autre.

**Tableau 4. Évolution du portrait statistique des CDC, 2016 à 2020**

	2016	2017	2018	2019	2020	Croissance (%)
<b>Organismes membres, n</b>						
Total	1 367	1 390	1 366	1 402	1 450	6.1%
Moyenne par CDC	39	40	39	40	41	
Médiane	31	32	30	32	33	6.5%
<b>Employés ETC, n</b>						
Total	87.4	90.1	89.4	90.2	94.3	7.9%
Moyenne par CDC	2.5	2.6	2.6	2.6	2.7	
Médiane	2.0	2.0	1.9	2.0	2.0	0.0%
<b>Revenus, \$ réels*</b>						
Total	4 941 731 \$	4 490 455 \$	4 478 925 \$	4 717 897 \$	5 021 644 \$	1.6%
Moyenne par CDC	141 192 \$	128 299 \$	127 969 \$	134 797 \$	143 476 \$	
Moyenne par ETC par CDC	56 554 \$	49 850 \$	50 100 \$	52 299 \$	53 280 \$	-5.8%

\* Les revenus sont présentés en dollars constants de 2002, donc excluant l'effet de l'inflation d'une année à l'autre.

Une hausse de 6,1 % a été observée dans le nombre d'organismes membres des CDC (médiane = +6,5 %). Le nombre d'employés total en équivalent temps complet a également augmenté dans le temps (+7,9 %), bien que la médiane soit demeurée constante (= 2,0 employé(e)s ETC par CDC). Du côté des revenus, en 2020 ces CDC se partageaient 5,0 M \$ en revenus totaux, soit une croissance de 1,6% comparativement à 2016 (= 4,9 M \$). Les revenus par employé(e)s ETC par CDC ont toutefois baissé de 5,8 % pendant les cinq dernières années (56 554 \$ en 2016 versus 53 280 \$ en 2020).

Les données de l'enquête, ainsi que le portrait statistique décrit dans cette section, permettent de documenter les réalités économiques des membres de la TNCDC et servent de base à la suite de l'analyse portant sur le financement et la contribution économique des CDC.

## 2. Évolution du financement des CDC

Dans son mémoire présenté en 2019 dans le cadre de la consultation en vue d'un plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, la TNCDC faisait état d'une situation de sous-financement chronique des CDC qui menace leur capacité d'action et exacerbe la charge de travail du personnel (TNCDC, 2019). Selon cette analyse, la majorité des CDC ne disposaient que de 89 738 \$ de financement récurrent tandis qu'un montant minimal de 196 250 \$ serait nécessaire pour que chacune d'entre elles puisse accomplir sa mission entièrement.

Pour compléter ce premier constat, l'analyse ci-dessous se penche sur l'évolution du financement des CDC à travers le temps, et ce, par rapport au nombre d'organismes communautaires accompagnés. En effet, au-delà des coûts fixes liés à l'établissement d'une CDC, le financement doit nécessairement aller de pair avec la taille des populations desservies et la complexité de leurs besoins. Comme ces facteurs peuvent difficilement être synthétisés en une seule mesure quantitative, le nombre d'organismes communautaires membres de chaque CDC est utilisé comme indicateur indirect.

Le Tableau 5 reprend les chiffres sur l'évolution de 2001 à 2020 du nombre total d'organismes membres des CDC répondantes et de leurs revenus, et y ajoute l'indice des prix à la consommation du Québec et les revenus réels des CDC, c'est-à-dire excluant l'effet de l'inflation. Bien que les revenus réels totaux des CDC aient progressé depuis 2001, cette tendance s'inverse lorsqu'on la rapporte par organisme membre, où l'on remarque une diminution du financement réel, passant d'environ 3 900 \$ à 3 500 \$ par membre.

**Tableau 5. Évolution du financement réel des CDC, 2001 à 2020**

	2001	2006	2011	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Organismes membres</b>								
Total, n	494	757	1 189	1 553	1 539	1 543	1 638	1 742
<b>Revenus</b>								
Total, \$	1 879 190 \$	2 378 513 \$	4 414 450 \$	6 796 299 \$	5 925 958 \$	6 278 206 \$	6 798 952 \$	8 012 551 \$
Indice des prix à la consommation, (2002 = 100)	98.0	108.7	118.3	125.6	126.9	129.0	131.7	132.8
Total réel, \$ constants de 2002	1 917 541 \$	2 188 144 \$	3 731 572 \$	5 411 066 \$	4 669 786 \$	4 866 826 \$	5 162 454 \$	6 033 547 \$
Par organisme membre, \$ réels	3 882 \$	2 891 \$	3 138 \$	3 484 \$	3 034 \$	3 154 \$	3 152 \$	3 464 \$
<b>Scénario : Rattrapage par rapport à 2001</b>								
Écart avec les revenus par membre de 2001, \$ réels	0 \$	-991 \$	-743 \$	-397 \$	-847 \$	-728 \$	-730 \$	-418 \$
Écart en dollars courants, \$	0 \$	-1 077 \$	-879 \$	-499 \$	-1 075 \$	-939 \$	-961 \$	-555 \$
Écart total à rattraper, \$	0 \$	-815 547 \$	-1 045 445 \$	-775 146 \$	-1 654 892 \$	-1 448 125 \$	-1 574 747 \$	-967 192 \$

Cette baisse du financement par membre signifie que les ressources disponibles n'ont pas augmenté suffisamment pour contrer les effets de l'inflation et, surtout, de l'accroissement des populations desservies et de leurs besoins, menant à une capacité d'action nécessairement moindre. La section en bas du Tableau 5 simule l'écart de financement à rattraper dans un scénario où les revenus réels des CDC par membre retourneraient à leur niveau de 2001. Cet exercice montre que pour 2020, une somme avoisinant les 1 M de

dollars serait requise uniquement pour maintenir les ressources des CDC répondantes par rapport à ce dont elles disposaient au tournant du millénaire. Cet écart n'indique pas si ce financement de 2001 était lui-même suffisant et ne prend pas en compte la hausse de l'ampleur et de la complexité des besoins des populations desservies. Déjà, d'un point de vue historique et en considérant la portée des CDC selon leur nombre de membres, un manque à gagner correspondant à 12 % des revenus totaux actuels est identifié et ce, de façon conservatrice.

Sous l'hypothèse que l'échantillon utilisé soit représentatif de l'ensemble des CDC, il est possible d'appliquer la majoration requise de 12 % aux revenus totaux des CDC afin d'obtenir un estimé du montant nécessaire pour l'ensemble du réseau. Une compilation de la TNCDC rapporte qu'en 2019-2020, les revenus de toutes les CDC alors existantes s'élevaient à près de 16 M \$, dont 5,4 M \$ provenant de source publique. Ainsi, une majoration de 12 % des revenus totaux représenterait une hausse du financement de 1,9 M \$ uniquement pour maintenir le niveau de services par rapport à 2001.

### **3. Analyse de l'impact économique**

Le dernier budget du Québec n'a pas répondu aux attentes du milieu communautaire et il semble que l'absence d'indicateurs quantitatifs et économiques probants soit une cause importante de ce non-investissement. Cet enjeu est un défi auquel tous les acteurs du milieu communautaire font face, en grande partie à cause des difficultés à transposer des actions essentiellement sociales en impacts quantifiables par des indicateurs économiques. La présente étude illustre la volonté de la TNCDC de s'atteler à cette tâche de manière rigoureuse.

L'analyse d'impact économique qui suit comprend deux volets : (1) un calcul des retombées économiques du milieu communautaire et (2) une analyse économétrique de l'effet net des CDC sur divers indicateurs macroéconomiques.

#### **3.1. Calcul des retombées économiques**

Le Tableau 6 présente les retombées économiques en termes monétaires et d'emplois d'une dépense de 100 M \$ dans le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages, englobant l'ensemble du milieu communautaire à but non lucratif. Ces retombées sont estimées à l'aide des multiplicateurs d'entrées-sorties de Statistique Canada, lesquels permettent de calculer, toutes choses étant égales par ailleurs, l'effet qu'aurait sur l'économie un accroissement de la production dans un secteur donné. Cet effet comprend trois composantes : (1) les effets directs, mesurant la variation de l'activité économique dans le secteur recevant la dépense, (2) les effets indirects, mesurant la variation de l'activité chez les fournisseurs du secteur visé, et enfin (3) les effets induits, mesurant la variation de l'activité découlant des dépenses des travailleurs de ces secteurs.

La somme de ces effets constitue l'effet total, que l'on retrouve à l'avant-dernière colonne du tableau. Finalement, le multiplicateur du secteur correspond au ratio entre l'effet total et l'effet direct, ce qui permet de jauger l'effet de levier d'une dépense dans un secteur – plus ce ratio est élevé, plus une dépense engendre d'effets en dehors du secteur visé.

**Tableau 6. Retombées économiques d'une production de 100 M \$ dans le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages**

	Effets directs (=secteurs productifs seulement)	Effets indirects (=secteurs fournisseurs)	Effets induits (=venant des dépenses des travailleurs)	Effets totaux	Total / direct (=multiplicateur du secteur communautaire)
	[1]	[2]	[3]	[4]=[1]+[2]+[3]	[5]=[4]/[1]
<b>Secteur communautaire</b>					
Valeur de la production	100.0	45.2	38.5	183.7	1.84
PIB aux prix du marché	56.6	26.4	27.4	110.4	1.95
Emplois	1 339.7	292.0	257.2	1 888.9	1.41
Revenus du travail*	50.9	15.0	11.4	77.3	1.52
Excédent brut d'exploitation	2.2	9.9	9.8	21.9	9.95
Imposition brute**	9.7	4.7	8.7	23.1	2.38
Moins subventions	-	-0.3	-0.5	-0.8	-
Égal: imposition nette	-	4.4	8.2	22.3	-
<b>Ensemble de l'économie</b>					
Valeur de la production	100.0	41.2	24.9	166.1	1.66
PIB aux prix du marché	54.8	21.9	17.7	94.4	1.72
Emplois	596.2	241.7	166.3	1 004.2	1.68
Revenus du travail*	33.0	14.0	7.4	54.4	1.65
Excédent brut d'exploitation	18.7	7.8	6.3	32.8	1.75
Imposition brute**	10.0	3.3	5.6	18.9	1.89
Moins subventions	-0.9	-0.4	-0.4	-1.7	1.89
Égal: imposition nette	9.1	2.9	5.2	17.2	1.89

Source : Statistique Canada, Multiplicateurs d'entrées-sorties, provinciaux et territoriaux, niveau détail, année 2017, Tableau: 36-10-0113-01.

\* : Salaires et traitements des employés et revenus du travail du secteur non-incorporé.

\*\* : Incluant cotisation des employeurs, mais excluant impôt sur le revenu des entreprises.

La première moitié du Tableau 6 présente les résultats pour le secteur communautaire tandis que la seconde moitié présente ceux pour l'ensemble de l'économie, ce qui permet de comparer les ordres de grandeur. Une dépense de 100 M \$ dans le secteur communautaire (effet direct) génère 45,2 M \$ en production chez des fournisseurs de ces organismes et 38,5 M \$ de dépenses de consommation par les travailleurs, pour un total de 183,7 M \$. En termes de PIB, l'effet total d'une telle dépense est de 110,4 M \$ tandis que l'impact sur l'emploi est d'environ 1 900 emplois créés ou maintenus. Autrement dit, un dollar dépensé dans le secteur communautaire génère 1,10 dollar en valeur ajoutée dans l'économie. De l'ensemble du PIB généré, 77,3 M \$ le sont sous la forme de revenus de travail et 21,9 M \$ d'excédents bruts d'exploitation, c'est-à-dire de profits. Le multiplicateur des profits est plus de cinq fois plus élevé que pour l'ensemble de l'économie, à 9,95 contre 1,75, reflétant les faibles bénéfices retenus par le secteur communautaire par rapport aux retombées indirectes et induites. En fait, tant les

multiplicateurs de la production, du PIB que des profits sont supérieurs à ceux pour l'ensemble de l'économie, démontrant le caractère économique structurant du secteur communautaire et l'ampleur, parfois insoupçonnée, de ses retombées économiques. Enfin, une somme de 22,3 M \$ est générée en imposition nette, soit après la prise en compte des subventions.

À titre d'exemple, une augmentation des revenus des CDC de 1,9 M \$, telle que calculée à la section précédente, générerait 2,1 M \$ de PIB et près de 36 emplois, dont 25 dans le milieu communautaire. Obtenir un impact de cette ampleur par le biais d'une dépense générale dans l'ensemble de l'économie nécessiterait un montant de 17 % plus élevé et de 88 % plus élevé pour le PIB et l'emploi, respectivement.

### 3.2. Analyse statistique

Afin de tenter d'estimer l'effet net des CDC sur divers indicateurs macroéconomiques, une analyse économétrique a été réalisée à l'aide des données du recensement canadien et de celles sur le réseau des CDC. Précisément, une compilation spéciale a été commandée à Statistique Canada pour obtenir des données pour 98 divisions de recensement du Québec pour les années 1991, 1996, 2001, 2006, 2011 et 2016. Ces données ont été combinées avec trois indicateurs reflétant l'action des CDC pour un territoire et une année donnés : (1) la présence d'une CDC, (2) le nombre de CDC présentes, et (3) les revenus des CDC présentes. Six variables dépendantes ont été testées pour évaluer les effets quantifiables de l'action des CDC : (1) le pourcentage d'individus vivant sous le seuil de la pauvreté, (2) le pourcentage d'individus sans diplôme, (3) le revenu d'emploi, (4) le revenu du ménage, (5) le taux d'emploi et (6) le taux de chômage.

Le Tableau 7 recense le nombre d'estimés statistiques pour lesquels l'action des CDC a un impact positif ou négatif, et si cet impact est statistiquement significatif ou non.<sup>2</sup> Les résultats sont répartis en trois rubriques, soit ceux pour l'ensemble de la population, pour les 50 % des individus les plus pauvres et pour les 10 % des individus les plus pauvres. Cette ventilation a pour but de se rapprocher au maximum des populations plus susceptibles de bénéficier de l'action des CDC. Dans chaque cas, six modèles ont été estimés, pour un total de 108 estimations par rubrique.<sup>3</sup>

Les résultats obtenus soulèvent *a priori* plus de questions que de réponses. En effet, on remarque que la répartition des estimés est diffuse entre ceux pointant vers des impacts positifs ou négatifs, de même qu'en ce qui a trait à la significativité statistique. De surcroît, relativement peu d'estimés suggèrent que les CDC ont un impact positif sur les

---

<sup>2</sup> Un impact estimé « statistiquement significatif » indique que la relation estimée n'est pas due au hasard - jusqu'à un certain seuil de confiance.

<sup>3</sup> Chaque rubrique recense les résultats de six modèles, pour six variables dépendantes et trois indicateurs de l'action des CDC (6 x 6 x 3 = 108 estimations).

indicateurs macroéconomiques sélectionnés, tandis que plusieurs suggèrent un impact négatif. Certes, le nombre d'estimés positifs augmente lorsque l'analyse se concentre sur des populations plus pauvres. Toutefois, ces résultats pris de façon globale semblent aller à l'encontre de l'intuition.

Sans remettre en question la qualité des résultats statistiques obtenus, qui ont été estimés suivant les standards reconnus en économétrie, au moins deux hypothèses peuvent être avancées pour éclairer leur interprétation. Premièrement, il est probable que les estimés reflètent le fait que les CDC tendent à être créées là où les besoins sont les plus criants, plutôt que l'effet des CDC sur ces mêmes besoins. Par exemple, si les CDC naissent habituellement lors de périodes de chômage élevé, alors l'estimation statistique est susceptible d'interpréter la création d'une CDC comme *causant* le chômage, ce qui serait erroné. Cette situation, appelée « causalité inverse », pourrait expliquer pourquoi autant d'estimés suggèrent que les CDC ont un effet négatif sur les indicateurs économiques. Or, malgré les efforts déployés pour contourner cet obstacle méthodologique, il n'a pu être éliminé dans le présent contexte. Des études randomisées ou se concentrant sur l'impact *microéconomique* des CDC pourraient permettre d'éviter ce problème.

Deuxièmement, on ne peut exclure la possibilité que les indicateurs macroéconomiques sélectionnés soient de piètres reflets de l'action des CDC. Plusieurs d'entre elles appuient des organismes dont les activités ne sont que très partiellement et indirectement reflétées dans les chiffres de l'emploi ou du revenu, par exemple l'aide alimentaire, la réinsertion sociale ou encore l'accompagnement en santé mentale. Très peu de données statistiques détaillées existent sur ces aspects, ce qui rend l'appréciation de l'action communautaire d'autant plus ardue.

**Tableau 7. Sommaire statistique de l'impact net des CDC sur divers indicateurs macroéconomiques**

<b>Rubrique A : Résultats pour l'ensemble de la population</b>		
	Impact négatif	Impact positif
Statistiquement significatif	43	0
Non statistiquement significatif	54	11
<b>Rubrique B : Résultats pour les 50 % les plus pauvres</b>		
	Impact négatif	Impact positif
Statistiquement significatif	22	7
Non statistiquement significatif	52	27
<b>Rubrique C : Résultats pour les 10 % les plus pauvres</b>		
	Impact négatif	Impact positif
Statistiquement significatif	33	12
Non statistiquement significatif	30	33

*Note* : Le seuil de confiance statistique utilisé est de 10 %.  
Des erreur-types robustes ont été utilisées (Newey & West, 1987).

#### **4. Limites et autres considérations**

Nonobstant les effets non statistiquement significatifs de l'analyse économétrique de l'impact net des CDC sur divers indicateurs macroéconomiques, les membres de la TNDC contribuent à un effet structurant sur l'économie locale, tel que démontré par l'analyse des multiplicateurs d'entrées-sorties de Statistique Canada.

De plus, il existe des avantages intangibles liés au travail des CDC qui contribuent aussi directement à leur impact économique. L'action des CDC en formation et en soutien des organismes communautaires, ainsi que dans la concertation avec d'autres partenaires ou intervenants locaux, augmente la capacité des organismes à intervenir dans la lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale ou la défense des droits, par exemple. Malheureusement, il n'existe pas de collecte systématique de données au niveau provincial permettant de documenter l'évolution des indicateurs sociaux qui peuvent entraîner des coûts économiques significatifs, notamment indirects et difficilement mesurables (p. ex., absentéisme, enjeux de santé mentale, dépendance, etc.). Une hausse de la capacité des organismes à intervenir en santé mentale, par exemple, pourrait contribuer à réduire le nombre de personnes hospitalisées en période de crise, ce qui diminuerait d'autant les coûts pour le système santé. En l'absence de données sociales plus complètes, l'étude économique présentée dans ce rapport ne peut pas mesurer tous ces effets microéconomiques.

Également, en tant qu'intervenants communautaires, les CDC jouent un rôle essentiel dans le développement du tissu social des territoires desservis. En aidant les organismes

à accomplir leurs missions, les CDC contribuent à renforcer la cohésion sociale, une mesure généralement associée au développement d'une économie inclusive et durable.

## 5. Conclusion

Cette étude a permis de jeter un éclairage économique étendu sur le réseau des CDC au Québec, l'évolution de leurs ressources et activités, leur contribution à l'économie et leur impact économique net. Depuis les années 1990, l'action des CDC n'a cessé de croître et de se déployer à travers les régions du Québec, tant en termes d'établissements créés que d'organismes communautaires accompagnés.

Or, l'analyse a révélé que le financement du réseau par rapport aux populations desservies a diminué depuis le tournant du millénaire, au point de contraindre la capacité des CDC à accomplir leur mission. Selon des estimés conservateurs, une hausse des revenus des CDC d'au moins 12 % devrait avoir lieu seulement pour maintenir le niveau de services rendus, représentant 1,9 M \$ pour l'ensemble du réseau. De plus, les retombées économiques en termes de PIB et d'emplois d'un investissement dans le milieu communautaire sont supérieures à celles d'une dépense égale dans l'ensemble de l'économie.

Par ailleurs, le calcul de l'impact économique net de l'action des CDC, même en utilisant des données macroéconomiques fines et des techniques statistiques avancées, s'avère inconcluant. Tout d'abord, les activités des CDC étant susceptibles de refléter une hausse des besoins, il est difficile d'isoler l'effet causal de l'action du réseau sans mener des études randomisées ou utiliser des données microéconomiques. Ensuite, la nature même des données économiques existantes se prête mal à l'évaluation de l'effet des actions communautaires, puisque ces actions sont souvent très ciblées, multidimensionnelles et relatives à des facteurs rarement mesurés par les agences statistiques (p. ex., la faim, la santé mentale, les diverses formes de dépendance, etc.). Afin de permettre une juste évaluation de l'impact économique du milieu communautaire, dont la présente étude reflète indéniablement la volonté, davantage de données détaillées devraient être systématiquement collectées sur les populations vulnérables, par exemple par l'entremise d'une enquête longitudinale pouvant être menée par l'Institut de la statistique du Québec.

## Bibliographie

- Newey, W., & West, K. (1987). Hypothesis Testing with Efficient Method of Moments Estimation. *International Economic Review*.
- TNDC. (2019). *Pour un plan d'action à la hauteur des besoins des communautés du Québec*. Mémoire présenté dans le cadre de la consultation en vue d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.

## Annexe 1 – Questionnaire d'enquête

### Instructions

Notre firme a été mandatée par la TNDC en vue de réaliser une étude sur la contribution économique des corporations de développement communautaire (CDC) pour la société québécoise. À ces fins, nous sollicitons votre participation à la présente enquête, qui a pour but d'informer les décideurs publics à cet effet.

Veillez prévoir environ 15 minutes pour compléter l'enquête.

1. **Avant de commencer**, veuillez avoir en main les rapports annuels et les états financiers de votre CDC pour les années 2001, 2006, 2011 et 2016 à 2020.
2. **Veillez répondre à toutes les questions ci-dessous, puis soumettre vos réponses.**  
Une fois vos réponses soumises, il n'est plus possible de les changer.
3. **Pour naviguer d'une page à l'autre**, veuillez utiliser les boutons « Précédent » et « Suivant » au bas de la page.
4. **Toute question relative à cette enquête** peut être adressée à Cristina Ruscio [cruscio@appeco.ca](mailto:cruscio@appeco.ca), en indiquant en rubrique de votre message « Enquête TNDC 2021 ».

Nous vous remercions à l'avance de votre collaboration à cette démarche !

Suivant

0%

### Profil du répondant

1. **Veillez s'il-vous-plait remplir les champs suivants afin de nous permettre de clarifier certaines réponses avec vous au besoin.**

Prénom

Nom

Adresse courriel du répondant

Numéro de téléphone

Précédent

Suivant

33%

### Profil de la CDC

2. **Nom de la CDC**

3. **Année d'incorporation initiale de l'organisme :**

4. **Année d'accréditation à titre de CDC :**

5. **Territoire desservi (municipalité régionale de comté (MRC) ou municipalité) :**

6. Parmi les champs d'intervention suivants, lesquels s'appliquent aux mandats locaux de votre CDC ? Cochez un maximum de 5 choix.

- Aînés-es
- Alimentation
- Dépendances
- Emploi et chômage
- Éducation et formation
- Environnement
- Immigration
- Intégration sociale
- Itinérance
- Jeunesse
- Logement abordable
- Pauvreté
- Santé mentale
- Santé physique
- Transport
- Violence
- Tous, sans priorité
- Autres (spécifiez)  \*

\* Le nombre d'employés équivalent à temps complet (ETC) représente le total des heures travaillées par tous les travailleurs (temps plein et temps partiel) divisé par 35 (soit le nombre d'heures travaillées par semaine par un employé à temps plein). Exemple : Un CDC a 1 travailleur à temps plein (35 heures par semaine) et 2 travailleurs à temps partiel (10 heures par semaine chacun). Le nombre de travailleurs ETC serait =  $[1 \times 35 + 2 \times 10] / 35 = 55 / 35 = 1,57$  ETC.

7. Nombre d'employés en équivalent temps complet (ETC)\* 2001-2020 :

2001	<input type="text"/>
2006	<input type="text"/>
2011	<input type="text"/>
2016	<input type="text"/>
2017	<input type="text"/>
2018	<input type="text"/>
2019	<input type="text"/>
2020	<input type="text"/>

8. Nombre d'organismes membres de la CDC 2001-2020 :

2001	<input type="text"/>
2006	<input type="text"/>
2011	<input type="text"/>
2016	<input type="text"/>
2017	<input type="text"/>
2018	<input type="text"/>
2019	<input type="text"/>
2020	<input type="text"/>

---

9. Revenus totaux 2001-2020:

2001	<input type="text"/>
2006	<input type="text"/>
2011	<input type="text"/>
2016	<input type="text"/>
2017	<input type="text"/>
2018	<input type="text"/>
2019	<input type="text"/>
2020	<input type="text"/>

---

[Précédent](#) [Soumettre](#)



## Annexe 2 – Courriel de transmission

Sujet : Enquête TNCDC 2021

Prénom, Nom,

Notre firme a été mandatée par la TNCDC en vue de réaliser une étude sur la contribution économique des corporations de développement communautaire (CDC) pour la société québécoise. À ces fins, nous sollicitons votre participation à la présente enquête, qui a pour but d'informer les décideurs publics à cet effet.

Veillez prévoir environ 15 minutes pour compléter l'enquête. Avant de commencer, s.v.p. ayez en main les rapports annuels et les états financiers de votre CDC pour les années 2001, 2006, 2011 et 2016 à 2020.

[Cliquez ici pour commencer](#)

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me contacter.

Nous vous remercions d'avance et apprécions grandement votre collaboration à cet exercice d'importance.

Cordialement,